

De ce qui est fondamental pour nos démocraties

Respectable Loge, Les Françaises et Neuf Sœurs Réunies, Orient de Bordeaux, Région 16

Mots-clefs : Croissance, Progrès, Économie

La crise aux effets, sanitaire, économique et social, que nous traversons doit nous alerter sur ce qui est fondamental. Elle doit aussi nous éclairer sur ce que nous faisons réellement, concrètement, nous frères humains, pour améliorer à la fois l'Homme et la société.

Un constat au goût amer

La course autour de la croissance sans fin dont les objectifs sont centrés sur la production intensive, la quête de gains et de bénéfices, le gagner plus, le faire plus, le plus d'efficacité, le plus de reconnaissances, le plus connu, le plus réussi, le plus riche, le plus le plus le plus... nous a conduits dans une impasse. Elle s'appuie sur la circulation sans faille des marchandises et sur les échanges commerciaux dont elle tire ses bénéfices. Elle a fait ses preuves et a assuré le progrès économique et social tant valorisé au siècle dernier et s'oriente depuis plusieurs décennies vers la finance qui a hérité de ses richesses. Elle peut pourtant être mise à mal par un grain de sable, tant ses rouages sont précis et demandent un fonctionnement parfaitement huilé. Le grain de sable, un virus transmis par un animal sauvage, a sonné le glas du système vertigineux. Pandémie, confinements, récession, chômage, endettement d'une grande partie des pays développés. Catastrophe sanitaire sans précédents depuis au moins un siècle. L'humanité subit, sans être à l'origine d'une décision. Ce n'est pas une guerre, l'ennemi n'a pas décidé d'envahir tel ou tel pays, les hommes n'ont fait que subir les assauts d'un virus qu'ils ont transporté eux-mêmes, délibérément et en toute innocence... Ou presque, puisque connaissant la virulence de l'agent, à plusieurs reprises ils auraient pu tout au moins réduire la mortalité.

Tout accable cet être « non vivant » mais actif, comme si les hommes n'étaient responsables de rien dans cette crise aux effets multiples. L'impréparation et la légèreté des décisions ou plutôt des non-décisions prises dès l'alerte de la circulation de la Covid-19, ne représentent que la face cachée de l'iceberg. Jeter l'opprobre sur les dirigeants actuels ne fait qu'ajouter de l'huile sur le feu déjà bien attisé. Nous avons observé combien les services de santé ont mis leur deuxième genou à terre, combien les services sociaux ont été débordés, combien ce qui pouvait paraître futile est devenu primordial. Les décisions du moment n'ont été que le reflet de celles prises bien auparavant. Le secteur de la santé a été traité depuis des décennies de manière identique à toute forme d'économie marchande, entraînant de lourds dégâts jusqu'à nous priver de l'essentiel : des protections, des médicaments, du personnel compétent.

Nous avons touché le fond, il faut maintenant rebondir

Une société basée sur la richesse matérielle individuelle n'a donc plus d'avenir, étant donné ce que les experts de l'évolution du climat nous annoncent. Les patrimoines communs doivent devenir les priorités de nos sociétés. Nous ne pouvons plus nous permettre le luxe de négliger ce qui est collectif, ce qui est fondamental.

Le seul intérêt de cette crise aux multiples effets consiste à l'utiliser comme un starting-block. Vers une autre direction. Nous ne devons pas répéter ce qui nous a entraîné dans les difficultés que nous vivons aujourd'hui. Le progrès ne consiste pas à refaire ce qui existe déjà, mais à le remettre en question, à l'interroger sans cesse. Le doute doit être une constante, l'esprit de la science doit prendre le pas sur les dogmes.

Une autre priorité consiste à travailler autour de ce qui est indispensable et donc à valoriser, qu'il s'agisse des métiers, des biens, des savoirs... A propos des métiers, le Canada qui n'a pas l'image d'un pays qui tourne le dos au libéralisme économique, a réalisé un travail remarquable il y a quelques années pour consulter l'ensemble des acteurs sur la reconnaissance des métiers. Combien doit gagner un médecin, un fonctionnaire de police, un ouvrier spécialisé, un directeur de services, un enseignant,

au moins pour toute la partie des agents de l'État, mais également sur le secteur privé... et ce afin de se mettre d'accord sur les niveaux de rémunération de chacun. Une entreprise conséquente qui a demandé de l'écoute et du consensus avec tous les partenaires sociaux. Les salaires de ceux et celles qui apportent le plus à la santé, à l'éducation et aux fondamentaux de notre vie sociale ont été revalorisés, à leur juste valeur.

Les biens ont à faire aux lois du marché, certes, mais leur taxation peut permettre de donner un accès plus juste et permettre ainsi une meilleure répartition des richesses. Les biens fondamentaux, terres agricoles, l'air, l'eau, les parcs et les forêts, devraient avoir une considération toute particulière. Les pollueurs devraient payer le prix fort lorsqu'ils dégradent l'environnement, qui est un patrimoine pour tous, particulièrement pour ceux qui n'en n'ont pas.

Enfin la recherche, parent pauvre sauf lorsqu'elle répond aux exigences du marché. C'est dommage de se priver de talents et de résultats de recherche qui parfois n'ont pas d'intérêt immédiat. Volta et Faraday auraient-ils travaillé pour rien, le siècle auquel ils ont apporté des résultats très intéressants pour la science n'a pourtant pas été celui de l'électricité...

Toutes ces pertes de pouvoir dictées par les lois du marché nous coutent très cher. Nous devons croire en l'avenir et améliorer l'Homme et la société.

« Qu'est-ce que la vie ? Une longueur ou une intensité ? Et si la vie ne se mesurait que par elle-même » écrivait Bernard Maries dans l'Antimanuel d'économie

Nos démocraties doivent reprendre le contrôle. L'économie et ses dogmes ne sont pas l'expression des peuples, mais celle de quelques individualités. C'est une question d'équilibre des pouvoirs, une question de survie des démocraties. L'Europe est un formidable outil pour faire vivre la démocratie dans une dimension internationale, lorsque les états sont parfois dans l'impossibilité de faire face aux géants de l'économie.